

La quarantaine, nouvelle épée de Damoclès

ÉCONOMIE Après le port du masque, la pertinence de la quarantaine est de plus en plus controversée. Avec l'arrivée de l'automne, les milieux économiques craignent une augmentation du nombre de cas, qui nuirait à une conjoncture en berne

ALINE BASSIN
@BassinAline

Le Conseil fédéral n'a pas cédé. Malgré les pressions économiques et politiques, le gouvernement n'abaissera pas la durée des quarantaines imposées à l'entourage de personnes infectées ou lors de retours de pays jugés à risque.

Le gouvernement résiste. Mais pour combien de temps? La durée de l'isolement des personnes potentiellement infectées ou asymptomatiques a déjà été abaissée de quatorze à dix jours en juillet. Certains souhaiteraient la voir passer à huit ou cinq jours. Pourquoi pas, suggère l'industriel neuchâtois Emmanuel Raffner, la remplacer par «le respect strict des gestes barrières et de la distanciation sociale. Des mesures qui ont fait leurs preuves au plus fort de la menace sanitaire.»

Active dans la micromécanique de précision, l'entreprise Lauener qu'il dirige n'a pour l'heure pas eu à opérer de mise en quarantaine. Celui qui est également membre du comité d'Économiesuisse ne cache pas que si cela était le cas, il ne saurait pas exactement comment gérer. Parce que le travail de ses employés ne peut pas se faire à distance, parce qu'aussi «les règles ne sont pas claires et changent toutes les semaines.»

Cette préoccupation, Emmanuel Raffner n'est pas le seul à la ressentir. «Avec l'automne qui arrive, les gens qui seront de plus en plus à l'intérieur, les nez qui vont commencer à couler, je ne vous cache pas qu'on a de plus en plus de craintes», renchérit Bertrand Girod, directeur général de l'entreprise Serbeco, à Genève. Sa société est active dans la récolte, le traitement et le recyclage des déchets. «Nos chauffeurs, machinistes ou opérateurs ne peuvent pas travailler à distance. En cas d'immobilisation, leur charge se reporte sur les autres collaborateurs.»

Pas de télétravail

Dans l'industrie, la construction ou le commerce, elles sont nombreuses les entreprises qui ne peuvent pas recourir au télétravail. Pour l'instant, la plupart composent avec quelques cas isolés. Mais le scénario redouté, c'est celui des quarantaines en cascade, voire une fermeture, comme l'a éprouvée la fabri-

EN CHIFFRES

La quarantaine en Suisse

1641 personnes infectées en isolement

4924 contacts en quarantaine

7559 quarantaines dues à un séjour à l'étranger

Source: OFSP, état au 04.09.2020



Dans le commerce, l'industrie ou la construction, de nombreuses entreprises qui ne peuvent pas recourir au télétravail craignent que les cas de quarantaine ne se généralisent à l'automne. (MATTHIEU SPOHN/LUNDI3)

cant de matelas Elite. En plein mois de juillet, l'entreprise vaudoise a dû fermer durant une dizaine de jours parce que trois de ses employés avaient été détectés positifs au covid. En déplacement professionnel, son directeur, François Pugliese, n'a pas souhaité revenir sur cet épisode.

Pour éviter d'en arriver là, les organisations économiques font depuis la rentrée un intense travail de lobbying auprès des autorités fédérales, seules maîtresses en la matière. Des autorités que tous jugent d'ailleurs bien conscientes du caractère épineux de la situation actuelle: «Le problème, soupire Pierre Brunschwig, associé gérant du groupe de magasins Bongénie-Grieder, basé à Genève, c'est qu'on ne comprend plus vraiment ce qu'elles attendent de nous.»

Face à une situation sanitaire en apparence maîtrisée, mais des mesures de prévention toujours plus lourdes, les entrepreneurs sont en proie aux mêmes doutes que la population. Mais leur désarroi paraît accentué par une situation économique dégradée qui leur fait craindre que l'accent mis sur la santé soit disproportionné.

Particulièrement malmenée, l'industrie des machines jongle par exemple avec un problème bien spécifique: la difficulté de se déplacer à l'étranger pour certains de ses techniciens. Swissmem, leur organisation faitière, revendique que voyages privés et professionnels soient distingués. «Une fois le montage d'une machine effectué dans un pays à risque, illustre son directeur romand Philippe Cordonier, dix jours d'arrêt de travail peuvent être exigés. Un surcoût inacceptable pour les entreprises et elles doivent souvent renoncer à des contrats.»

Contrats, commandes. Ces termes sont sur toutes les bouches. «Plus que la quarantaine, observe Nicolas Curty, codirecteur de l'entreprise Affolter, à Malleray (BE), notre souci actuel est de savoir comment ira notre entreprise à la fin de l'année et si nous devons nous réinventer pour continuer à exister.»

Ce constat rappelle la pression extrême que subissent actuellement les entreprises. Pour beaucoup, le spectre de la quarantaine représente une épine supplémentaire plantée dans leur pied. ■

Une mesure adaptable

COVID-19 Le principe de la quarantaine repose sur le temps d'incubation du SARS-CoV-2 chez les personnes exposées au virus. Selon l'état actuel des connaissances, cette durée pourrait être réduite ou adaptée en fonction des risques

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND
@EtienneMeyVa

Critiquée pour son impact économique, la durée de la mesure de quarantaine pour les personnes ayant été en contact avec un malade du Covid-19 ou revenant d'un pays à risque commence à être remise en question. Les autorités allemandes ont commencé à examiner la possibilité de passer de quatorze à cinq jours d'isolement. De même, en France, le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé ce mardi que le gouvernement pourrait réduire cette durée à sept jours. Cette question doit être tranchée vendredi. En Suisse, cette période de quarantaine a déjà été réduite de quatorze à dix jours, mais aucun nouvel assouplissement n'est envisagé.

Cette durée doit permettre de couvrir le temps d'incubation entre la contamination supposée de la personne et le début des symptômes, s'ils se déclarent. «Pour l'instant, nous avons des données issues de la littérature. Depuis huit mois, des articles publiés dans différents pays montrent que la durée moyenne d'incubation se situe entre cinq et six jours», constate Stephan Harbarth, médecin adjoint au service des maladies infectieuses des HUG. Chez certains patients toutefois, ce temps d'incubation peut être plus long.

En principe, il serait donc possible de réduire cette durée de quarantaine, mais, en Suisse, les données épidémiologiques qui permettraient d'estimer l'endroit où placer le curseur manquent. «Aujourd'hui, nous aurions le recul suffisant pour avoir une idée

du nombre de personnes qui ont été symptomatiques parmi celles en quarantaine depuis le 1er juin et la durée moyenne à laquelle ces symptômes se sont déclarés, souligne Stephan Harbarth. Mais ces données ne sont pas communiquées au niveau fédéral.»

Des quarantaines différenciées

Une autre question qui se pose a trait au degré de risque en fonction des personnes concernées par la quarantaine. «Si vous habitez dans le même ménage qu'une personne positive, les chances que vous soyez infecté sont vraiment importantes, rappelle Stephan Harbarth. A Genève, au moins 25% des personnes mises en quarantaine dans cette situation développent des symptômes.» Les cas de figure peuvent différer pour les personnes revenant d'un voyage dans une région considérée à risque en fonction des comportements de ces voyageurs.

Un des arguments avancés en faveur de la réduction de ce temps de quarantaine repose sur l'adhésion de la population à cette mesure. Selon les observations menées à Genève, le respect de la quarantaine diminue depuis le mois d'août. Une durée réduite et moins contraignante pourrait permettre un meilleur respect des règles, surtout quand elles impliquent une perte de gain pour les personnes concernées. Mais pour Stephan Harbarth, un changement de ces politiques de santé publique doit s'accompagner d'une stratégie de tests plus adaptée.

En revanche, l'idée de remplacer la quarantaine par le port du masque obligatoire pour permettre aux personnes de continuer à exercer leur activité paraît moins réalisable. «Nous avons des exemples de contamination dans des EMS où le personnel travaillait avec un masque. Si ça arrive déjà à des soignants, qu'en sera-t-il dans l'industrie?» s'interroge Stephan Harbarth. ■

«Après l'urgence vient la méfiance»

PERCEPTION DU RISQUE Patrick Peretti-Watel est sociologue du risque et de la santé à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Alors que des mesures préventives comme la quarantaine se normalisent, le chercheur aborde la manière dont nos sociétés appréhendent le risque



PATRICK PERETTI-WATEL
SOCIOLOGUE DU RISQUE ET DE LA SANTÉ
À L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ
ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE (INSERM)

PROPOS RECUEILLIS PAR RACHEL BARBARA HÄUBI

Les mesures sanitaires sont de plus en plus contestées. Qu'est-ce que cela dit de notre rapport au risque? Les individus font face à des risques concurrents au risque sanitaire, comme la perte d'un emploi ou la peur de l'isolement. Au début de la pandémie, l'urgence a poussé la majorité des citoyens à adhérer à des mesures réduisant leurs libertés individuelles. Mais plus la crise se chronicise, plus ses coûts sociaux et économiques sont difficiles à accepter. Par exemple, les jeunes ont le plus souffert du confinement en termes de santé mentale, de troubles du sommeil, de symptômes anxieux et dépressifs. En outre, les mesures sanitaires accroissent les inégalités sociales, en exposant davantage les plus précaires. Il y a donc une volonté de retour à la normale après une période fortement anxiogène. D'autant plus que le coronavirus reste une menace distante pour la majorité de la population. A cela s'ajoutent les controverses scientifiques quant à l'efficacité des mesures, comme la durée nécessaire aux quarantaines. Toutes ces incertitudes nourrissent une méfiance vis-à-vis des mesures sanitaires.

La quarantaine amoindrit-elle ou renforce-t-elle notre perception du risque en créant un climat anxiogène? Les mesures actuelles permettent de responsabiliser les citoyens, mais il est clair qu'elles sont anxiogènes. C'est du moins ce qu'on a observé durant le confinement: plus la perception du risque était

élevée, et les mesures soutenues, plus la santé mentale était fragilisée. Nos sociétés devront apprendre à apprivoiser le risque du coronavirus, de vivre avec.

Ne sommes-nous pas en train de dévier vers une forme d'«autoritarisme de la santé»? Chaque crise sanitaire engendre des décisions centralisées qui vont à l'encontre de l'Etat de droit. Des tensions et enjeux démocratiques sont ainsi prévisibles. Le risque de dérive vers une dictature sanitaire émerge lorsque des mesures exceptionnelles persistent après la phase d'urgence. Selon l'OMS, 95% des victimes du coronavirus étaient atteintes d'au moins une pathologie chronique, et 90%

avaient plus de 65 ans. Lorsqu'on met ces chiffres en perspective avec la réponse des autorités, on se rend compte que l'envergure de la crise équivaut surtout aux conséquences de sa gestion. Pour éviter ce sentiment d'autoritarisme, les citoyens doivent être convaincus de l'efficacité de telles mesures. Cela requiert un discours gouvernemental transparent et compétent. Une majorité des Français étaient convaincus que le confinement était la seule solution, malgré l'atteinte à leurs libertés individuelles. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cela est dû à l'absence d'un consensus scientifique et aux revirements des discours politiques. Ce clivage s'exacerbe par une méfiance des instances de la santé publique vis-à-vis de la responsabilité individuelle. ■

INTERVIEW